

Conservation et valorisation du patrimoine architectural en république de Bulgarie

Todor Kretev

Todor Kretev is a member of the Executive Committee of ICOMOS and President of the Bulgarian National Committee of ICOMOS.

Le territoire de la Bulgarie fut, à travers les siècles, un véritable carrefour de civilisations où les intérêts politiques, économiques et culturels de l'Orient et de l'Occident se croisaient. C'est dans cet alliage complexe et contradictoire d'influences diverses et de traditions locales que le riche patrimoine de biens culturels s'est accumulé dans les terres bulgares : monuments thraces uniques, oeuvres des cultures provinciales romaine et byzantine, monuments du moyen-âge, de la Renaissance nationale et de l'époque moderne des Bulgares qui fondèrent ici leur Etat avec les tribus locales thraces et slaves du sud, il y a plus de 13 siècles (681).

Caractéristique générale du patrimoine

Les particularités spécifiques du patrimoine immobilier dans les terres bulgares sont : la variété exceptionnelle dans la typologie et la structure des monuments, le caractère très dispersé du réseau de biens, leur stratification riche et complexe. Une partie de ces biens ont le statut de "monument de la culture" (40 000 environ), d'après les critères de la Loi sur les monuments de la culture et les musées. La Loi détermine trois types de monuments : monuments de l'architecture (archéologiques, d'architecture, d'urbanisme, y compris des parcs et des jardins); historiques (bâtiments, sites, etc... liés à des événements ou des personnalités historiques); oeuvres des beaux-arts ou des arts appliqués. Leur diapason dans le temps est remarquable - 25 siècles! Une importance particulière revient aux précieuses couches archéologiques (thraces, antiques, médiévales) et les spécimens remarquables de l'architecture vernaculaire. Les monuments récents - des années 30 et 40 de notre siècle - comprennent des bâtiments résidentiels, publics, religieux et des exemples du patrimoine industriel. L'environnement, évalué en tant que phénomène naturel, est protégé par la Loi sur la sauvegarde de la nature.

La Loi fixe trois catégories dans la hiérarchie de valeur des monuments : de valeur mondiale (les sept monuments inclus dans la Liste du Patrimoine Mondial : les tombeaux thraces de Kazanli et de Svechtari, le cavalier de Madara, les églises rupestres près du village d'Ivanovo, l'église de Boyana de Sofia, le monastère de Rila, la réserve de Nessébar); de valeur nationale (1 200 environ) et de valeur locale. Les monuments sont classés également d'après le degré de leur complexité - monuments isolés et en groupes : ensembles et réserves (au total 42 réserves : agglomérations, zones archéologiques, etc.).

Les monuments de la culture sont considérés comme un sommet incontestable dans la pyramide de la hiérarchie

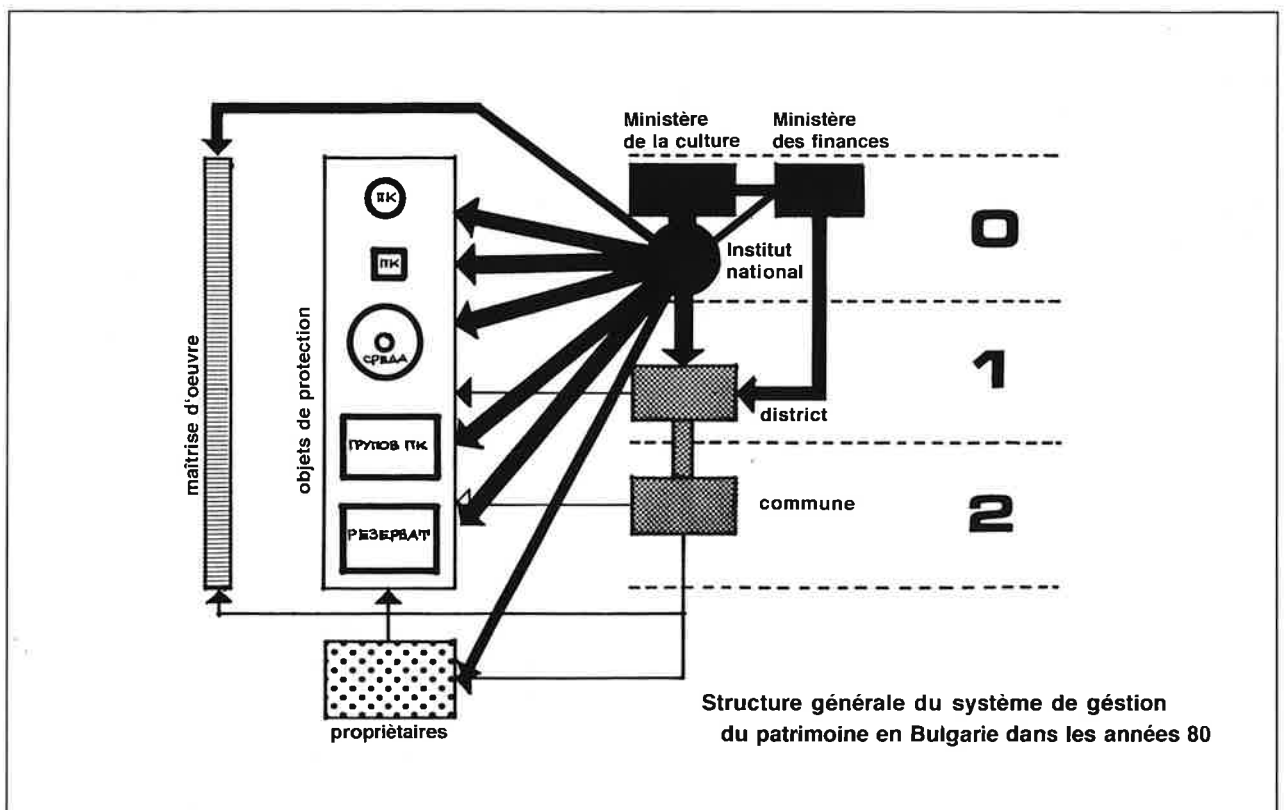
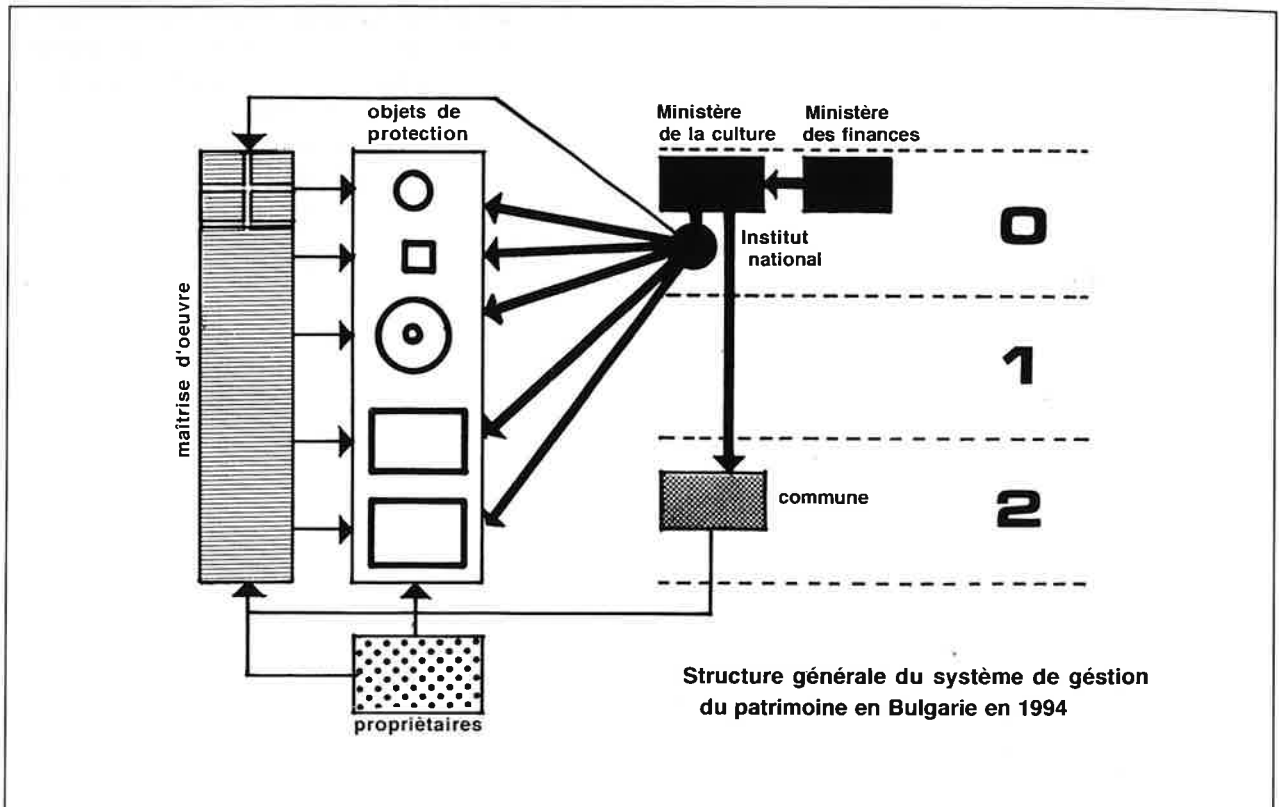


Fig. 1. Structure générale du système de gestion du patrimoine en Bulgarie dans les années 80

Fig. 2. Structure générale du système de gestion du patrimoine en Bulgarie en 1994

des valeurs - le plus précieux et pour cela protégé par la Loi. Des milliers de biens d'une catégorie inférieure restent en dehors de la portée de la Loi : vieux quartiers urbains, petites rues, liens et interactions traditionnels, silhouette caractéristique, dimension, identité culturelle de l'environnement. Naturellement, l'évaluation de ces biens suit un processus évolutif, reflétant le développement de la prise de conscience et des possibilités de la société. De là les chances de leur survie.

Conservation et valorisation du patrimoine architectural: rouages, résultats, perspectives

L'activité de conservation du patrimoine architectural en Bulgarie a parcouru un chemin complexe et contradictoire de 30 ans. Elle reflète non seulement l'évolution dans la pensée professionnelle des conservateurs mais aussi la morale de l'époque qui n'était pas toujours pure et conséquente.

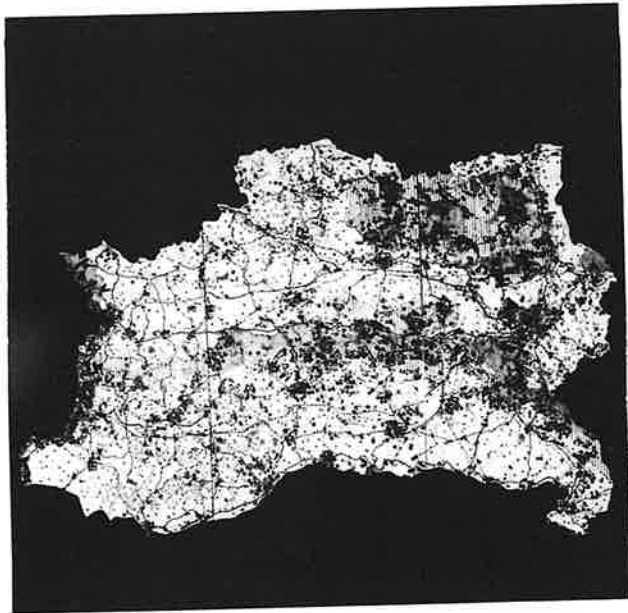


Fig. 3. Schéma national du patrimoine culturel

Les changements sociaux radicaux après 1944 ont apporté le nihilisme révolutionnaire dans tout ce qui avait été créé auparavant : la conviction que l'ancien est voué à céder devant le nouveau; l'assurance qu'on pourrait édifier un monde complètement nouveau et plus attrayant. Cette idée communiste illusoire a formé un mélange destructeur avec la philosophie du rationalisme architectural. Les ravages dans les centres historiques urbains ont dépassé de loin ceux de la Deuxième Guerre mondiale.

La création de l'Institut national des monuments de la culture en 1957 a introduit un point de vue de qualité nouvelle à l'égard du patrimoine. Plus tard, l'adoption de la Loi sur les monuments de la culture et les musées en 1969 a réglementé cette attitude nouvelle et fourni les instruments d'une politique nouvelle, dans les conditions d'un climat social différent. Peu à peu s'est formé le système d'Etat actuel de conservation, adéquat à l'économie d'Etat centralisée.

Au niveau national, le Ministère de la Culture est le

principal sujet dans ce système, ayant un rôle prioritaire de gestion et de contrôle de cette activité. Un organe principal du Ministère de la Culture, c'est l'Institut national des monuments de la Culture qui centralise et coordonne toutes les activités concrètes de conservation. Au niveau régional, ce sont les directions municipales du Patrimoine culturel qui réalisent une activité d'investissement et un contrôle local. Dans son modèle idéal, le rouage de la gestion comprend les principales étapes suivantes :

- Le Parlement adopte les ressources budgétaires des plus précieux monuments et des monuments menacés (ordinairement 12 millions de léva environ);
- Le Ministère de la Culture propose la répartition sélective des ressources budgétaires par territoires et monuments;
- Le Ministère des Finances oriente les ressources vers les municipalités respectives;
- Les municipalités (par l'intermédiaire des directions du Patrimoine culturel) concluent des contrats avec l'Institut national et autres organisations. Parfois, les municipalités assurent des ressources supplémentaires de conservation de leurs propres sources ou autres, y compris de ressources de certains propriétaires de monuments de la culture.

Ce modèle idéal, au centralisme nettement exprimé, vise la réalisation d'une politique sélective en principe où les ressources du budget de l'Etat soient orientées vers les monuments de la culture prioritaires (de valeur mondiale et nationale), et les autres ressources couvrent les besoins de monuments d'une catégorie inférieure. Ce modèle est basé sur la conviction que l'Etat seul est capable de gérer le processus de conservation dans son ensemble.

Dans beaucoup de cas cette politique fut réalisée avec succès. Pour la période de 1969-1988, des activités concernant environ 10 000 monuments de la culture, d'un montant de 300 millions de léva environ, ont été effectuées. Au cours des dix dernières années, l'Institut national effectuait des travaux sur environ 600 monuments par an et a terminé complètement les travaux sur près de 800 monuments. Sans cette activité, le paysage de la Bulgarie aurait été différent.

Au niveau le plus bas (monuments, ensemble, zone), la tendance visait à sauvegarder l'authenticité de la substance originale, sa stabilisation et sa valorisation. Dans ce sens, l'école de conservation bulgare puisait des stimulants pour son développement de la théorie et de la pratique mondiales, des principes de la Charte de Venise, adaptés aux conditions spécifiques locales. L'approche différenciée et pluridisciplinaire à l'égard des couches historiques, des valeurs éternelles et éphémères du monument, a montré la richesse de son contexte dans l'espace et dans le temps. Une attention spéciale a été accordée aux sept monuments mondiaux et à ceux de valeur nationale.

Au niveau de la localité, les efforts étaient orientés vers la conservation du paysage national urbain spécifique, de ses éléments et structures, de son échelle, de ses fonctions et de son rapport avec l'environnement naturel. De nouvelles formes d'action sur la politique urbaniste ont été découvertes : des conceptions urbanistes proposant des directives et des

alternatives de conservation et de valorisation des biens patrimoniaux dans la localité. A certains endroits cela devint une base de dialogue fructueux avec les urbanistes. A d'autres, les conflits étaient difficiles à surmonter.

Le niveau territorial a posé des problèmes méthodiques complètement nouveaux. L'attention a été portée sur des territoires avec une forte concentration de biens culturels. Un schéma national du patrimoine culturel a été établi. Le but visé était de mettre au point une stratégie intégrale de conservation du patrimoine à différents niveaux. La conviction s'affermissait que ce n'est que dans leur ensemble, en tant que système unique, que les éléments du patrimoine (monuments ou non) peuvent affirmer l'identité culturelle de l'environnement et sauvegarder sa mémoire.

Pendant cette période, il y a eu également une évolution notable dans la pensée architecturale moderne. La rupture historique entre la conservation et la créativité architecturale moderne a été surmontée. Le dialogue complexe avec la tradition a créé des possibilités nouvelles d'une richesse de sens et de formes dans l'architecture moderne.

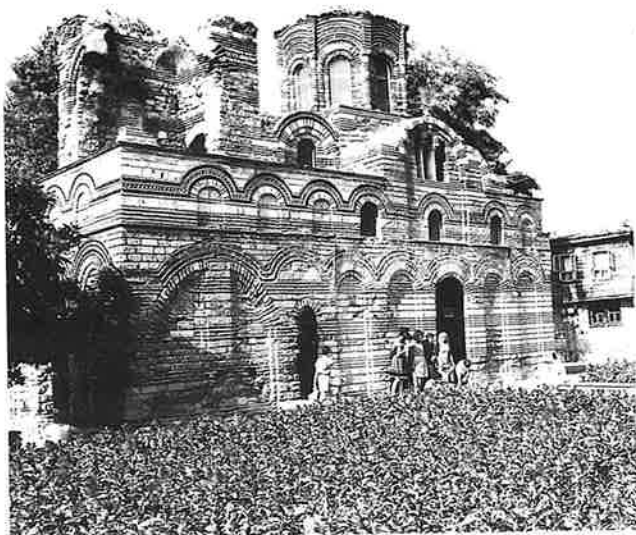
L'escalade signalée de l'activité de conservation a atteint son point culminant vers 1980-81 en rapport avec l'anniversaire de 1300 ans de la fondation de l'Etat bulgare. De très grands efforts furent déployés et d'énormes ressources affectées à sa célébration. Quelle est l'explication de ces efforts croissants, disproportionnés, entièrement

inadéquats avec la situation économique peu enviable de l'Etat? Nous ne devons pas nous faire d'illusions : dans le contexte d'un pouvoir totalitaire le patrimoine devient aussi un élément d'un scénario politique; une façade de parade d'une politique culturelle officielle dont la fonction principale est d'exalter les possibilités du présent; c'est un signe de populisme à l'égard des sentiments des hommes pour leurs propres racines historiques. Aussi, la sollicitude affichée pour le patrimoine avait-elle aussi son mauvais côté : la violence pour atteindre le but politique orthodoxe. Ainsi, le romantisme historique agressif de certains leaders politiques médiocrement intelligents a imposé à certains endroits l'édification de symboles pseudo-historiques en violation des critères scientifiques. A d'autres endroits, leur incurie à l'égard de biens authentiques a occasionné des pertes dans l'environnement historique, indépendamment de la vive réaction des professionnels. Dans bien des cas, la pression locale a déformé la politique sélective, et exposé à des risques certains grands biens nationaux : plus particulièrement sites archéologiques, monastères, etc.

L'équilibre maintenu artificiellement entre l'économie centralisée et la culture officielle ne pouvait être de longue durée. Et lorsque, au cours des dix dernières années, la faillite économique du système a commencé à se manifester de plus en plus nettement, l'intérêt de l'Etat pour le patrimoine commença visiblement à diminuer. Dans

Fig. 4. Le théâtre antique de Plovdiv





l'activité de conservation se produisait une crise dans laquelle se manifestèrent tous les défauts du modèle totalitaire. Le système national de conservation était édifié avant tout sur le principe d'un centralisme ferme où l'appareil d'Etat avait un rôle de monopole et une importance minime était accordée à l'initiative créatrice libre, à la concurrence et à la participation sociale. Voilà pourquoi, lorsque le rôle de l'Etat devint moins important, le système commença à se dégrader. De vives contradictions se sont manifestées entre les anciens partenaires. La crise économique a restreint considérablement les possibilités des municipalités et des communes qui comptaient jusqu'alors sur les ressources budgétaires de conservation : elle a mis fin au système d'investissement. La valorisation peu effective de l'environnement historique (particulièrement dans la sphère du tourisme culturel) n'était pas en mesure d'attirer de nouveaux intérêts et de nouvelles initiatives. Il n'y avait pas de marché libre de l'offre et de la demande. Il n'y avait pas de stimulants économiques et sociaux pour une vaste participation sociale. Ce qui plus est, l'apathie sociale a éloigné l'intérêt des gens pour le patrimoine. La crise économique a porté un coup particulièrement grave à la conservation - il n'y avait pas de matériaux, d'instruments et d'équipements spécifiques. La législation devenait de plus en plus inadéquate aux conditions déjà différentes. L'activité de conservation menait une lutte pour sa propre sauvegarde...

Les événements politiques du mois de novembre 1989 ont donné une impulsion à des changements sociaux radicaux. La Bulgarie a commencé à détruire son "Mur de Berlin". Un processus de démocratisation s'est produit, de rejet des anciennes structures totalitaires, d'ouverture du monde. Ce processus est aujourd'hui pénible, douloureux, plein d'espoirs et d'appréhensions.

D'une part, le changement apporte des chances réelles à l'activité de conservation - à sa démocratisation, dépolitisation et déétatisation. Mais de l'autre, ce processus se déroule dans les conditions d'une crise économique catastrophique. La réforme économique est dans son commencement. Les leviers de stimulation économique n'ont pas encore été mis en fonction. L'inflation et le déficit créent d'énormes difficultés à toute activité. La transition d'une économie d'Etat vers un marché libre n'est pas encore réalisée.

Tout cela place la conservation dans une situation extrêmement critique. L'aide reçue jusqu'à présent de la part de l'Etat a diminué sans être remplacée par quoi que ce soit. Ce dangereux vide économique pourrait être fatal pour un grand nombre de monuments. En même temps, l'âpre confrontation politique attire fortement l'intérêt social, l'éloigne du sort du patrimoine et fait même renaître l'ancien nihilisme révolutionnaire à l'égard des valeurs du passé récent. Ce sont là les risques de tout changement social

Fig. 5. La ville historique de Nessébar

Fig. 6. Le monastère de Rila

Fig. 7. Le monastère de Rila



Fig. 8. Le monastère de Rila

radical où parfois ce n'est pas seulement ce qui est le plus rétrograde qui périclète, mais aussi ce qui est le plus vulnérable. Il y a des activités culturelles qui sont en mesure non seulement de surmonter de pareilles collisions sociales, mais d'y découvrir de nouveaux stimulants de vitalité. Mais toute pause forcée dans le processus de conservation peut provoquer des dommages irréversibles dans l'environnement historique. C'est en cela que consiste le dramatisme de nos jours - en même temps inquiétants et pleins d'espoirs.

Malgré tout, les perspectives pour l'avenir sont optimistes. Elles sont en rapport avant tout avec les intentions d'une décentralisation et démonopolisation radicales de l'activité de conservation. Probablement à l'avenir aussi l'Etat jouera un rôle important dans l'établissement de la stratégie générale sélective, dans le contrôle de l'application de la Loi, dans la garantie de la protection des biens d'importance mondiale et nationale. Mais ce rôle sera plutôt supervisant, réglementant et stimulant. Le centre de gravité sera déplacé nécessairement en direction du niveau municipal local qui sera chargé de nouvelles fonctions et responsabilités dans le domaine de la conservation. Les puissantes structures centralisées d'aujourd'hui, telles que l'Institut national des monuments de la culture, se désintégreront en un système d'organismes spécialisés (d'Etat et privés) fonctionnant dans les conditions de la concurrence libre du marché. Le processus de privatisation comportera de nouveaux intérêts, initiatives et

ressources, étendra le cercle des partenaires, rendra la participation sociale plus active. Notre pratique actuelle nous a persuadés que l'activité de conservation n'est pas et ne saurait être une activité isolée. Elle n'est qu'une partie du processus global de développement de l'environnement en raison de quoi elle a besoin de nombreux adhérents, de partenaires, d'instruments de dialogue et de communication entre eux. L'activité législative d'un parlement élu démocratiquement donnera des chances à une organisation législative nouvelle, adéquate aux besoins, objectifs et moyens actuels, défendant les intérêts culturels nationaux.

La ratification des deux conventions européennes de sauvegarde du patrimoine architectural et archéologique, à la fin de l'année 1990, était un acte symbolique d'adhésion au processus européen. D'ailleurs, un appui international pour la Bulgarie à l'heure actuelle, dans ce moment critique, aurait de l'importance non seulement pour sa culture nationale, mais pour l'identité culturelle unique du vieux continent.

L'optimisme pour la survie du patrimoine en Bulgarie a un fondement de principe. En effet, l'activité de conservation dans son essence même est profondément démocratique. Elle a pour but l'accord dans l'environnement humain, le pluralisme des couches historiques, la tolérance à l'égard des diverses époques et des divers styles, cultures et religions. La conservation est l'expression d'un comportement démocratique. La violence, l'intolérance, sont incompatibles



Fig. 9. Le monastère de Rojan



Fig. 10. Le site historique de Kosovo

avec la philosophie même de l'activité. C'est pourquoi, la destruction des structures totalitaires paralysantes, en suivant la voie vers une démocratie véritable, devra inévitablement fournir des encouragements au développement futur de cette

activité. Et là aussi, toute l'expérience européenne dans les formes, les moyens et les mécanismes de ce développement serait extrêmement utile.

Fig. 11. La ville historique de Plovdiv

